

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2016)
Heft: [1]: Numéro Thematique 1

Artikel: Etat des conflits syrien et irakien
Autor: Chambaz, Grégoire
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781499>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

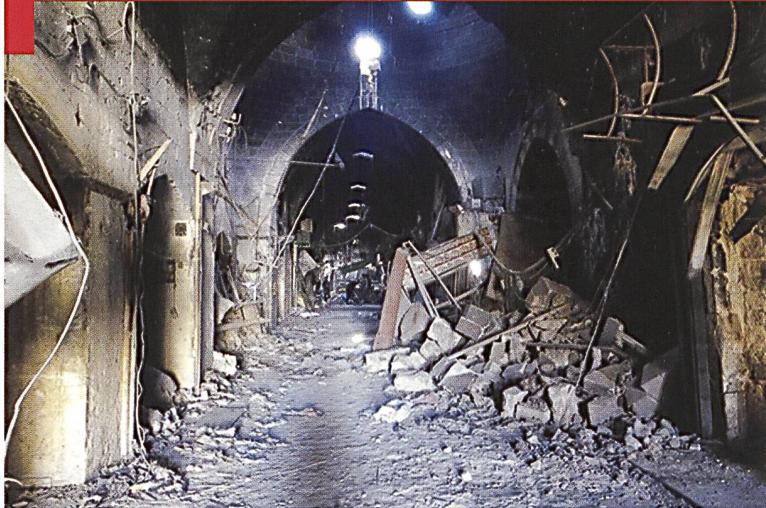
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le Souk couvert d'Alep, détruit après cinq années de guerre.

Moyen-Orient

Etat des conflits syrien et irakien

Cap Grégoire Chambaz

Rédacteur adjoint, RMS+

Depuis 2011, le Moyen-Orient est embrasé. D'une insurrection locale, la guerre civile syrienne s'est transformée en un champ de bataille diplomatique et militaire global. En 2014, l'irruption de l'Etat islamique a précipité l'Irak dans l'ornière et accéléré l'internationalisation du conflit. On compte à présent plus de 80 groupes ou nations participant directement aux opérations ou apportant leur soutien à un acteur. Mais qui sont-ils ? Afin d'éclaircir la situation, nous proposons en première partie de cet article un bref résumé du conflit. Dans une deuxième partie, nous nous efforcerons de nommer les principaux acteurs, bien qu'il ne soit pas possible de les décrire entièrement. Dans une troisième partie, nous nous essayerons à la prospective du conflit et pour finir, nous tâcherons de tirer quelques conclusions des guerres d'Irak et de Syrie.

Historique

La rébellion syrienne débute en 2011 à la suite des soulèvements en Tunisie, Libye et Egypte. Dès le départ, Vladimir Poutine, qui ne veut pas que le scénario Libien¹ se reproduise, affirme son soutien à Bachar el-Assad. Au fur et à mesure que l'opposition se tourne vers la lutte armée², l'Armée syrienne libre (ASL) est créée ainsi que d'autres groupes rebelles. Ceux-ci sont très vite soutenus par le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie. Recep Tayyip Erdogan est alors sûr que le régime tombera dans les trois mois. Alors que l'insurrection se poursuit, un gouvernement parallèle, le « Conseil national syrien » voit le jour et est immédiatement reconnu par les pays arabes et occidentaux. La rébellion a alors le vent en poupe. Pourtant, le régime tient, et ce malgré les désertions de militaires. Les premiers groupes jihadistes sont créés fin 2011, parmi lesquels Jahbat al-Nosra³, filiale syrienne d'al-Qaïda.

¹ Où les forces franco-américaines ont largement dépassé le mandat d'interdiction aérienne confié par l'ONU.

² Après une répression féroce par les forces du régime.

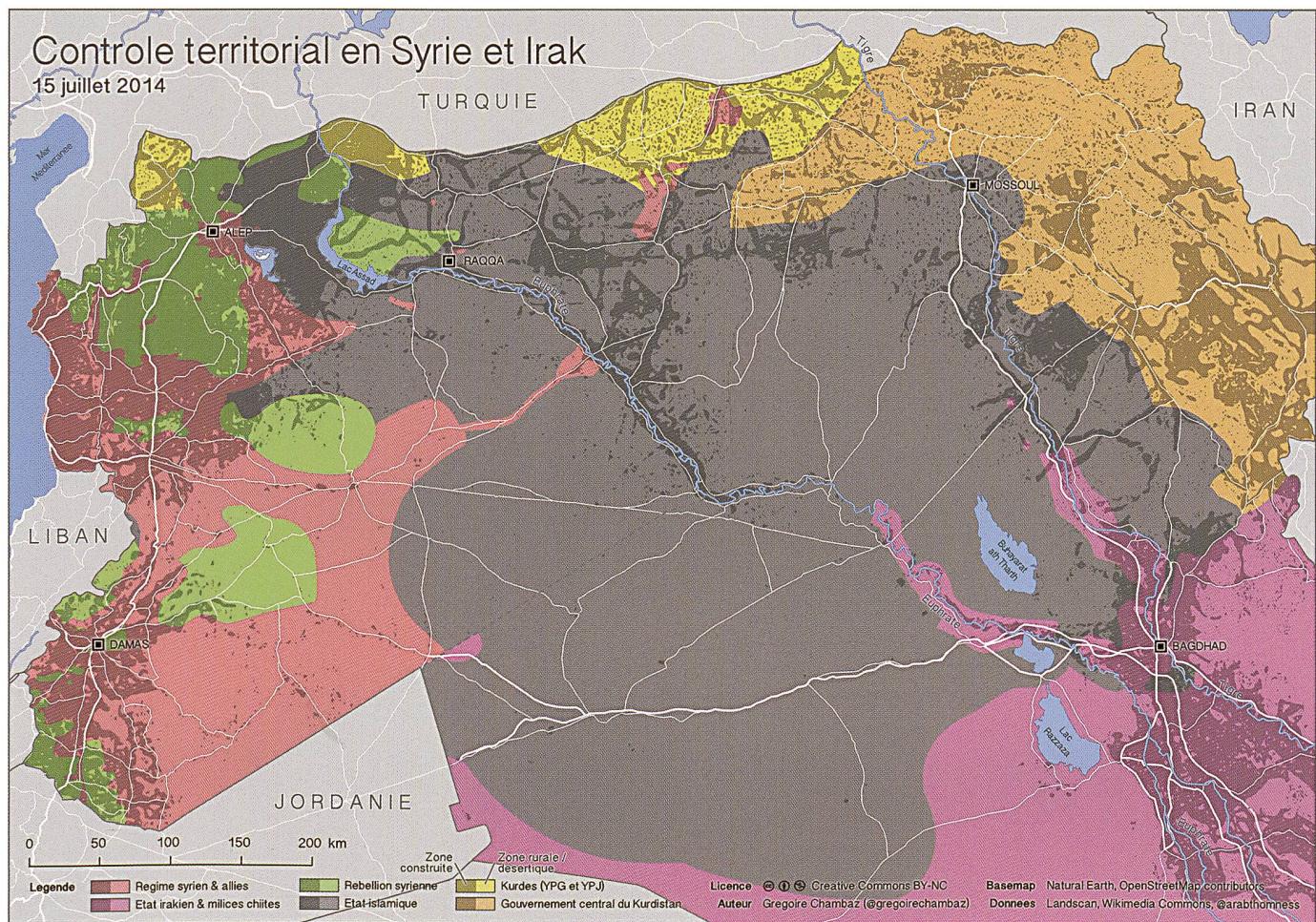
³ Littéralement « Le front de la victoire. »

L'année 2012 voit la rébellion naissante affronter frontalement les forces du Régime. Celui-ci décide de se concentrer sur les zones urbaines (« la Syrie utile ») et d'abandonner les campagnes aux rebelles. Plusieurs batailles pour le contrôle de localités et routes stratégiques sont livrées. 2013 est l'année d'implication du Hezbollah en Syrie, où ses troupes mènent l'assaut pour la reprise de la ville rebelle d'Al-Qusair. Pourtant, le régime s'affaiblit et doit faire appel à des miliciens pour compenser ses pertes. Ceux-ci seront formés par des cadres du Hezbollah et du corps expéditionnaire des gardiens de la révolution (Iran). Du côté rebelle, les occidentaux sont convaincus que le régime va tomber et envoient des armes en quantité aux rebelles.

2013 est une année charnière dans le conflit. Le régime joue sa survie sur fond de revers à répétition. Tout d'abord, l'attaque chimique de la Ghouta⁴ (Damas) en août 2013 manque de provoquer une campagne de bombardement des américains et des français. L'intervention in extremis de Vladimir Poutine temporise et sauvegarde le régime⁵ en échange de la destruction de son arsenal chimique. Ensuite, les milices loyales aux régime sont fusionnées dans les « Forces nationales de défense », qui apportent une contribution décisive aux régime en soulageant les unités régulières. La réorganisation de l'armée et l'introduction de techniques de combat adaptées permet aux loyalistes de reprendre l'offensive à la fin de l'année. Les quartiers fidèles au régime d'Alep, alors encerclés par les rebelles, sont reconnectés à la « Syrie utile. » 2013 voit aussi l'apparition d'un nouvel acteur en Syrie, l'Etat

⁴ Selon un rapport du MIT, les roquettes proviendraient d'une zone tenue par les rebelles, jetant le doute sur l'identité des auteurs. A ce jour, il n'est pas possible d'attribuer définitivement l'attaque à un acteur. Voir Richard Lloyd et Theodore Postol, *Possible Implications of Faulty US Technical Intelligence in the Damascus Nerve Agent Attack of August 21, 2013*, MIT, 14 janvier 2014. Disponible sur : documentcloud.org/documents/1006045-possible-implications-of-bad-intelligence.html

⁵ Alors que les chasseurs-bombardiers français Rafale étaient prêts à décoller.



islamique, qui progresse encore sous couvert d'alliances et de dissimulations.

Le début de l'année 2014 est l'occasion pour le régime syrien d'enregistrer plusieurs victoires. Cependant, l'irruption en juin de l'Etat islamique en Irak change totalement la donne régionale. En l'espace d'un mois, Mossoul, Tikrit, Hawijah, Diyala et la ceinture sud de Bagdad passent sous la coupe du nouveau Califat. A la suite du massacre de Camp Speicher, l'ayatollah Sistani (la plus haute autorité religieuse d'Irak), appelle les chiites à prendre les armes: c'est la fondation des Unités populaires de mobilisation, qui joueront un rôle déterminant dans l'arrêt de la poussée de l'EI.

Suite à un accord avec l'EI, les peshmargas⁶ kurdes occupent la ville pétrolière de Kirkuk⁷ et plusieurs territoires au-delà des limites administratives du Kur-distan irakien. Pourtant, en août, cet accord vole en éclats suite à la participation d'unités kurdes aux cotés des milices chiites à Diyala. Dans ce cadre, l'EI se retourne contre les kurdes, qu'il culbute jusqu'à Erbil et encercle la montagne Yézidie de Sinjar. Cet événement pousse les américains à intervenir contre l'Etat islamique, d'abord en fournissant des vivres et des armes, puis à partir de septembre, en organisant une campagne internationale de bombardement contre l'Etat islamique (principalement en Irak). Les premiers effets des frappes se font vite sentir et les peshmergas récupèrent une partie des territoires perdus. En Syrie, l'Etat islamique a pu ramener

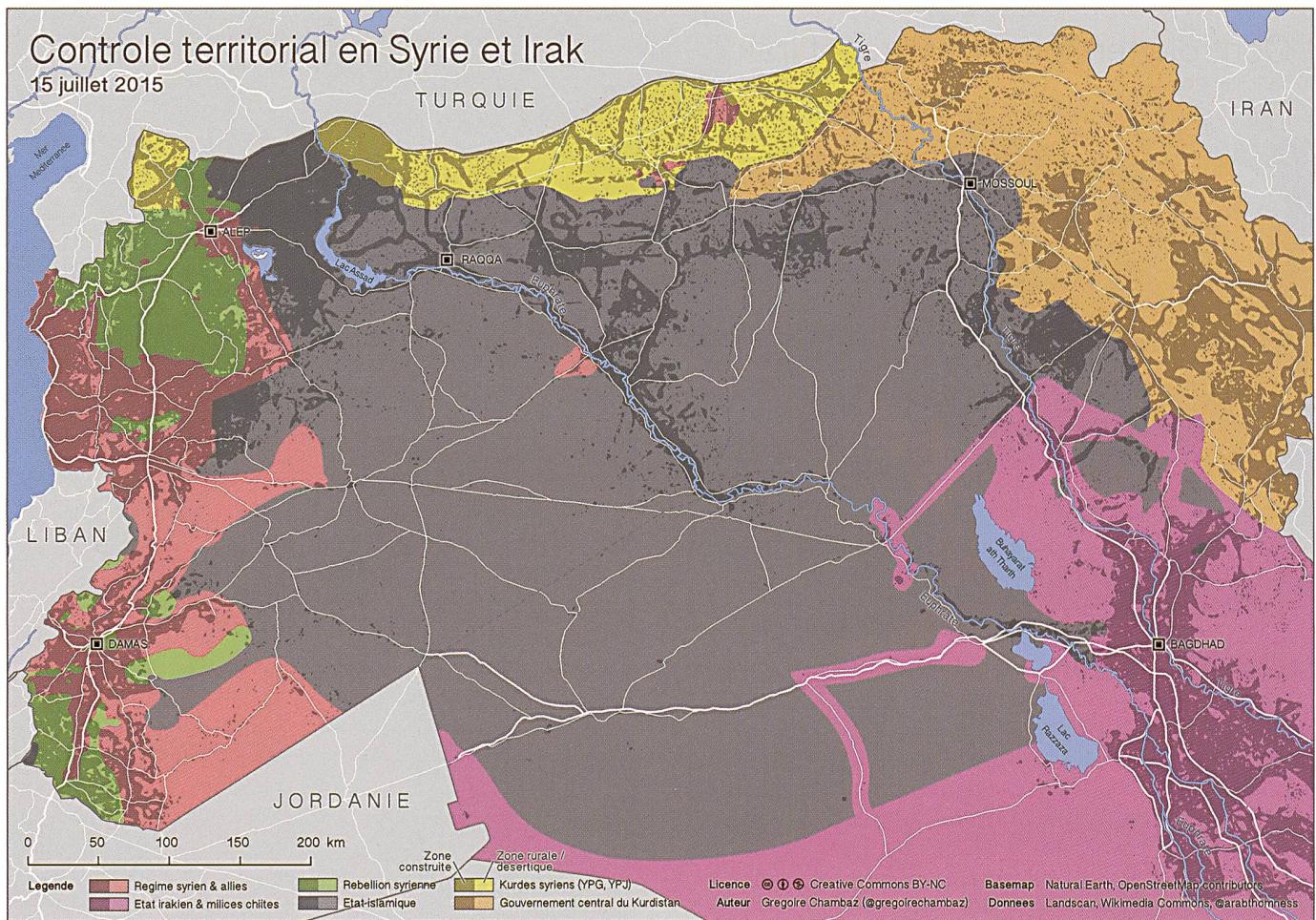
⁶ Littéralement : celui qui ne craint pas la mort.

⁷ Qu'ils considèrent comme faisant partie du Kurdistan.

forces et matériel acquis durant la capture de Mossoul. Dès début juillet, l'EI chasse le front al-Nosra de l'est du Pays, qui effectue un repositionnement stratégique dans la province d'Idlib. Puis l'Etat islamique réduit une à une les poches de résistance, d'abord rebelles, puis loyalistes dans le nord syrien. A partir de septembre, l'EI se lance à la conquête de la ville de Kobane, encerclée dès le mois d'octobre. Alors que la ville est sur le point de tomber, Barack Obama ordonne des bombardements de soutien et il résiste aux assauts répétés du groupe jihadiste.

Dans la province d'Idlib, le front al-Nosra défait deux importants groupes rebelles modérés et récupère l'entier de leur armement (de facture américaine). Désormais, le front al-Nosra s'impose comme un acteur central. 2014 voit aussi les groupes islamistes dépasser en importance les groupes dit « modérés. » Une coalition de 50'000 combattants, le Front islamique, est créé cette année. Au sud, une série d'offensives rebelles enfonce les lignes loyalistes sur plusieurs dizaines de kilomètres. Une demi-douzaine de localités stratégiques tombent en mains rebelles. Ce n'est qu'avec une contre-offensive loyaliste, appuyée par des milices chiites et encadrée par le Hezbollah et les iraniens, que le régime parvient à limiter les dommages en février 2015.

Au nord, l'Etat islamique est chassé de Kobane après de durs combats. Les kurdes reconquièrent l'ensemble de leurs positions d'avant septembre 2014 jusqu'en mars. A partir de mai, les troupes kurdes du nord-ouest de la Syrie partent en direction Kobane. Dans la poche autour de la



ville, un mouvement contraire est également effectué, résultant en une tenaille qui débouche en juin par le raccordement territorial des deux enclaves kurdes et la perte d'un poste-frontière stratégique avec la Turquie pour l'Etat islamique.

Dans la province d'Idlib, « l'armée de la conquête, » une coalition de groupes rebelles sous la direction de Jabhat al-Nosra, débute en avril une offensive sur la ville loyaliste d'Idlib. Celle-ci tombe après quelques jours de combat et l'armée de la conquête chasse tous les loyalistes de la province en juin. La chute d'Idlib est un élément central dans la décision de la Russie d'intervenir en Syrie. L'été 2015 sera consacré aux préparatifs de l'intervention.

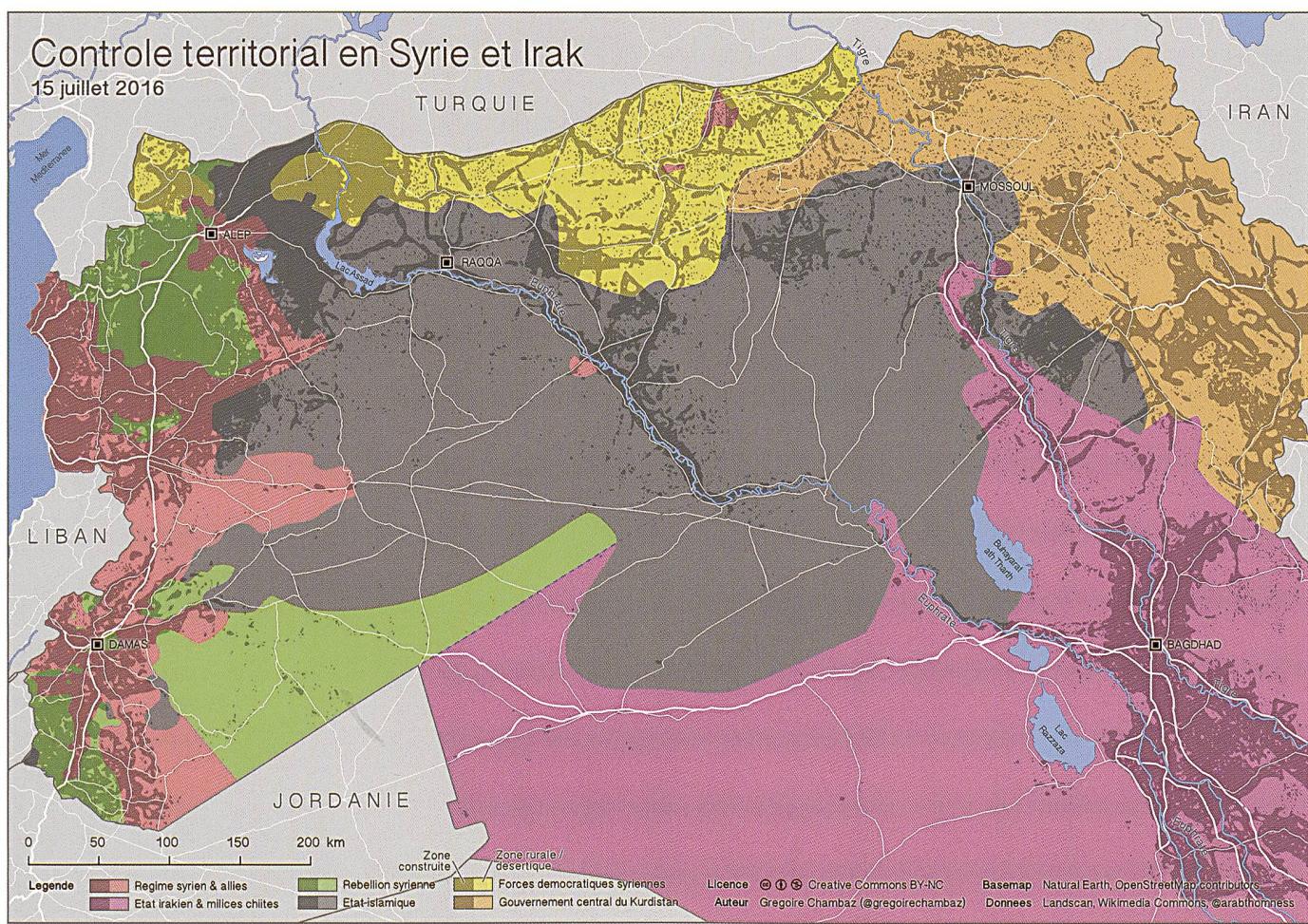
Après l'échec de Kobane, l'Etat islamique repart à l'offensive en mai 2015. Le groupe capture sans peine Palmyre dans le désert Syrien, mais échoue à prendre Hassaka, dans le nord-ouest. En Irak, l'EI conquiert Ramadi après plusieurs mois d'offensive et de travail de sape à l'intérieur de la ville. La conquête de Ramadi redonne de la vigueur à l'EI après la perte de la province de Diyala en janvier, et de Tikrit en avril.

En Syrie, la Russie débute son intervention aérienne début octobre. Officiellement dirigées contre l'Etat islamique, les frappes se concentrent principalement sur les zones rebelles. Les résultats des frappes ne se font pas attendre, avec 420 km² de territoires reconquis dans la région de Lattaquié, au sud et à l'est d'Alep en janvier. Le Hezbollah et le corps des gardiens de la révolution participent

activement aux offensives pour l'un de Lattaquié, et pour l'autre du sud d'Alep. La perte d'un avion de combat, abattu par la Turquie en novembre, durcit et renforce la position russe en Syrie. La situation se dégrade entre la Turquie et la Russie, qui soutiennent des acteurs opposés.

En Irak en octobre, après un mois de combats, la ville et la raffinerie de Baiji sont recapturés à l'EI par les troupes irakiennes, soutenues par les milices chiites. Au nord, la ville de Sinjar est reprise aux jihadistes en novembre. Une offensive de l'EI à Mossoul en décembre ne rencontre aucun succès. Depuis la conquête de Ramadi en mai, l'EI n'engrange plus de gains territoriaux, excepté face à la rébellion syrienne dans le nord-ouest du pays. En Syrie, le groupe perd du terrain au sud d'Hassaké à plusieurs reprises dans les premiers mois de 2016. En mars, les forces syriennes, assistées du contingent russe, recapturent Palmyre à l'Etat islamique.

Un entente russo-américaine permet en janvier d'instaurer un cessez-le-feu partiel en Syrie, qui ne concerne que les groupes modérés. Sous la menace des frappes aériennes russes, les offensives rebelles se font moins importantes. Le régime consolide ses positions à Lattaquié. A Alep, les forces loyalistes coupent le corridor rebelle au nord de la ville fin février, au terme de durs combats. A présent, la ville ne peut plus être ravitaillée que de l'ouest. Les forces démocratiques syriennes (SDF), une coalition formée autour des forces kurdes, se saisissent de l'occasion pour enfoncer le lignes rebelles au nord de la poussée loyaliste et scellent définitivement le couloir nord.



En Irak, les forces gouvernementales chassent l'EI de Ramadi en avril, et commencent le siège de Falloujah immédiatement après. La ville tombe début juillet. Une grande partie de la province d'Anbar est alors reconquise, ainsi que des positions stratégiques dans le désert. En Syrie, le groupe a perdu une partie de la campagne au nord-ouest d'Alep. La ville de Manbij, localité stratégique qui relie la Turquie au Califat, est sous siège des SDF depuis le début du mois. Dans le sud syrien, les rebelles modérés ont réussi à chasser l'EI de la majorité de la frontière avec l'Irak, avec l'aide des américains. Enfin, à l'heure où nous écrivons ces lignes, une offensive irakienne est parvenue à fermer la poche de Hawijah-Shirqat du reste de lignes de l'EI en Irak. Et en Syrie, une poussée gouvernementale menace de couper définitivement les quartiers rebelles d'Alep du reste de leurs lignes.

Acteurs

Comme indiqué au début d'article, nous nous focaliserons sur les acteurs principaux. Dans les faits, nous évoquerons surtout les coalitions d'acteurs. Au nombre de six, celles-ci disposent d'un nombre de combattants différent et à l'efficacité variable. Afin d'illustrer la constellation des acteurs (avant tout en Syrie), un tableau (voir à la page suivante) propose une synthèse des acteurs au sol, de leur date d'entrée dans le conflit (ou de la formation du groupe) et de leurs effectifs estimés.

Les acteurs principaux comprennent :
Le régime syrien et ses alliés, à savoir les forces du régime

(régulières et irrégulières, en partie confessionnalisées (alaouites ou chiites)), le Hezbollah libanais (dont les combattants sont très expérimentés), les gardiens de la révolution iranien (force d'élite), et les milices chiites irakiennes et afghanes. Les forces du régime syrien et alliés se sont à présent consolidées et bénéficient de l'expérience de cinq années de conflit.

La rébellion syrienne, séparée en trois factions: les groupes «modérés» se réclamant de l'Armée syrienne libre (à l'efficacité variable), les groupes islamistes (les plus nombreux) du Front islamique, et Jahbat al-Nosra. Malgré le nombre apparemment réduit de ses combattants, JAN dispose des plus aguerris d'entre eux. Pour les autres groupes rebelles, JAN fonctionne comme un multiplicateur de force, notamment grâce à ses combattants suicide. En outre, le groupe se révèle être un redoutable acteur politique, capable de compromis temporaires pour étendre durablement son influence.

Les forces démocratiques syriennes (FDS) sont issues du regroupement en octobre 2015 des milices kurdes syriennes et d'autres groupes sous une coalition large, tâchant de représenter la diversité ethnique et confessionnelle du nord syrien. Le programme politique de la coalition comprend la création d'une fédération autonome, sur une base démocratique et séculaire. Les FDS bénéficient de l'appui aérien et des forces spéciales de la coalition.

Le Kurdistan irakien, territoire kurde disposant d'une large autonomie depuis la chute de Saddam en 2003. Bien que disposant d'un nombre considérable de combattants sur le papier, les luttes de pouvoir au sein de l'appareil politique kurde irakien ne permettent pas de tirer le plein potentiel de leurs peshmergas. Le Kurdistan devra rendre des comptes au gouvernement irakien après l'accord conclu en juin 2014 avec l'EI.

Le gouvernement irakien et alliés. Après la traumatisante offensive de l'Etat islamique en juin 2014, l'armée irakienne a partiellement éliminé le clientélisme et les soldats fantômes qui la caractérisaient, pour retrouver à partir de 2015 une certaine vigueur. Si les Unités populaires de mobilisation ont permis à l'Irak de renverser la balance en 2014, le gouvernement cherche à réduire l'importance de cet acteur sous influence iranienne. Enfin, un contingent de combattants tribaux et/ou sunnites complète les effectifs gouvernementaux et contribue à lui donner un vernis « local » lors de ses actions en zone sunnite.

L'Etat islamique, qui n'agrège que des unités directement sous son contrôle, généralement sur une base tribale ou nationale.

La Russie, qui manœuvre pour ses intérêts, non seulement lors des discussions diplomatiques, mais aussi maintenant avec un contingent en Syrie pour soutenir les opérations au sol. Les récentes démonstrations de puissance russe (tir de missiles de croisière, frappes au moyen de bombardiers stratégiques, envoi du porte-aéronef et lance-missile Admiral *Kusnetzov* en mer méditerranée) participent d'une stratégie intégrale pour atteindre les buts politiques russes.

L'Iran a besoin de la Syrie pour entretenir le Hezbollah, et ainsi maintenir la pression sur Israël. C'est pourquoi l'Iran a été le principal bailleur de fond pour le gouvernement syrien. Le conflit syro-irakien a été l'occasion pour le pays d'exercer son influence (à travers ses conseillers militaires et ses troupes d'élite) et de disputer le *leadership* régional à l'Arabie saoudite.

Les Etats-Unis : Après une politique intransigeante et un soutien important aux groupes rebelles en Syrie, les USA ont vu leurs groupes proxys s'effondrer les uns après les autres, à l'exception des kurdes syriens. Par conséquent, les USA ont renoncé au départ immédiat de Bachar el-Assad et sont favorables à la création d'une zone autonome kurde dans le nord de la Syrie comme les russes. Enfin, la stratégie de Barack Obama du « dégrader et détruire » l'EI s'est révélée en Irak être pertinente. Plus de 50'000 sorties aériennes ont été effectuées dans ce sens.

La France : La diplomatie française a essuyé revers sur revers dans sa position intransigeante, exigeant le départ de Bachar el-Assad à toute négociation. Soutien important de l'opposition à ses débuts, la France a perdu considérablement en influence sur cinq ans. Avec l'emploi de forces spéciales auprès des kurdes, le pays pourrait en récupérer une partie.

Tableau des acteurs au sol dans le conflit armé		
(Ne comprend que les acteurs de plus de 1000 combattants)		
Acteurs	Entrée*	Effectifs
Le régime syrien et ses alliés	2011	~ 180'000
Armée syrienne	2011	80'000
Forces nationales de défense	2011	80'00
Hezbollah	2012	7000
Gardiens de la révolution – force Quds (Iran)	2013	5000
Milices chiites (Irak et Afghanistan)	2013	3000
Contingent russe	2015	3000
La rébellion syrienne	2011	~ 130'000
Le Front Sud (ASL)	2014	25'000
Front de l'authenticité et du développement (ASL)	2012	13'000
Les brigades des turkmènes syriens (ASL)	2012	5000
Jaysh al-Nasr (ASL)	2015	5000
Jaysh al-Tahrir (ASL)	2016	4000
1ère division côtière (ASL)	2014	2800
La legion Al-Rahman (ASL)	2013	2000
La 101e division d'infanterie (ASL)	2014	2000
Brigades al-Furkan (ASL)	2012	2000
La légion du Sham (ASL)	2014	4000
Jaysh al-Izzah (ASL)	2013	1500
La division Nord (ASL)	2015	1200
La 13e division (ASL)	2013	1800
La 16e division d'infanterie (ASL)	2013	1600
Ahrar al-Sham (Front islamique)	2011	15'000
La Brigade du Tawhid (Front islamique)	2012	10'000
Jaysh al-Islam (Front islamique)	2011	20'000
Ansar al-Sham (Front islamique)	2012	2500
Jahbat-al-Nusra (al-Qaïda)	2012	8000
Les forces démocratiques syriennes	2015	~ 70'000
YPG (combattants kurdes)	2011	50'000
YPJ (combattantes kurdes)	2012	10'000
Forces Al-Sanadid (combattants de la tribu Shammar)	2013	5000
Jaysh al-Thuwar (groupe rebelle)	2015	3000
Conseil militaire syriaque (milice chrétienne)	2013	2000
Le Kurdistan irakien	2014	~ 200'000
Peshmergas	2014	200'000
Gouvernement irakien et alliés	2014	~ 360'000
Armée irakienne	2014	250'000
Unités populaires de mobilisation (chiites)	2014	80'000
Auxiliaires tribaux sunnites	2014	12'000
Etat islamique	2011	~ 40'000
Combattants	2011	40'000
Coalition occidentale	2014	~ 8300
Troupes régulières	2014	> 6200
Troupes de soutien pour l'aviation	2014	> 1000
Conseillers militaires	2014	> 500
Forces spéciales (US, UK, FR, AU)	2014	> 600

* Dans le conflit

La Turquie: A l'origine, ayant une politique de «zéro problème avec ses voisins,» l'implication de la Turquie dans le conflit syrien a brouillé le pays avec la majorité d'entre eux. La Turquie a énormément soutenu les groupes rebelles, y compris jihadistes, sur toutes les années du conflit. Craignant la montée des kurdes syriens, le pays n'a pas hésité à faciliter la tâche de l'Etat islamique pour s'en débarrasser (commerce, fermeture des frontières pour les kurdes), sans succès. Il semblerait qu'Erdogan souhaite normaliser ses relations avec la Russie et devrait diminuer son soutien aux rebelles dans ce sens.

L'Arabie Saoudite a contribué dès le début du conflit à la chute du régime syrien. Après l'entrée de l'Iran dans le conflit, d'abord en Syrie puis en Irak, le pays a redoublé d'influence, et de livraisons d'armes pour contrer son adversaire géopolitique.

Et enfin, la coalition occidentale contre l'Etat islamique (USA, Grande-Bretagne, France, Italie, Australie, Canada, Danemark, Allemagne, Pays-Bas, Espagne) aux buts politiques et stratégiques différents, et pouvant varier dans le temps. Il serait difficile de tous les résumer ici, si ce n'est que ces pays s'inscrivent dans la zone traditionnelle d'influence américaine.

Prospective

Les récents gains gouvernementaux en Syrie devraient permettre d'isoler la ville stratégique d'Alep et à terme, mettre le régime et ses alliés en position de force pour de futures offensives ou négociations. Le soutien russe a fonctionné dans la durée : plus aucun acteur international ne demande le départ immédiat de Bachar el-Assad. Si la Turquie normalisait ses relations avec la Syrie, la rébellion syrienne se retrouverait en position difficile. Dans ce cadre, il est envisageable que l'ensemble des groupes se radicalisent et passent sous la bannière d'une coalition islamiste, voire de Jahbat al-Nusra.

Cependant, le régime et ses alliés souffrent d'une grande attrition financière et en hommes. En cas de victoire, même partielle du leadership syrien, il est à envisager un regain des tensions nationales et internationales au niveau, chaque acteur victorieux voulant participer à la redistribution du pouvoir. Quoiqu'il en soit, le pays est exsangue. La moitié de sa population a été déplacée (soit internement, sous extérieur). Les fractures ethniques et confes-sionnelles sont vives. Plusieurs décennies seront nécessaires afin de panser les blessures de la guerre et de remettre l'économie à flots.

Au nord, les forces démocratiques syriennes pourraient tenter de faire la jonction entre le canton d'Afrin (nord-ouest) et le reste de la bande territoriale du nord-est. Ce mouvement comporte des risques, notamment concernant la réaction de la Turquie. La dernière offensive des SDF se positionnait déjà à 25 km de la frontière (afin d'être hors de portée de l'artillerie turque), et il serait possible que la Turquie d'Erdogan intervienne ailleurs pour stopper l'offensive, tant le danger kurde est perçu comme important en Turquie. Dans tous les cas, avec

une armée et une administration, il n'est pas probable que les SDF disparaissent, voire réintègrent la Syrie loyaliste, tant le groupe est important et légitime pour sa population. En ce sens, la guerre civile syrienne agit comme une reconnaissance de la cause kurde syrienne, dans l'acception de «la guerre fait l'Etat.»

Dans tous les cas, il est à prévoir une réduction territoriale de l'EI. Que cela soit au nord de la Syrie, ou encore en Irak où l'armée irakienne s'apprête à nettoyer la poche d'Hawijah et ensuite mènera le siège de Mossoul. Au rythme actuel, l'Etat islamique devrait avoir disparu dans deux à trois ans en Irak, et quatre à cinq ans en Syrie. Cependant, toute défaite de l'Etat islamique sans changement politique et redistribution du pouvoir à des locaux s'accompagnera d'une nouvelle période de clandestinité du groupe, pour mieux ressurgir quelques années après. Ce serait particulièrement valable dans le «triangle sunnite» d'Irak, entre Tikrit, Fallujah et Haditha.

Enfin, la défaite de l'Etat islamique séparerait les alliés de circonstance, comme le gouvernement irakien et les kurdes irakiens. Après une redistribution unilatérale du pouvoir (et plus, un accord avec l'Etat islamique), les kurdes devront négocier leurs nouvelles possessions territoriales ou en concéder une partie. Pour certains observateurs du conflit, nous pourrions assister à un nouveau conflit entre ces deux acteurs.

Des forces spéciales américaines assistent les Forces démocratiques syriennes dans la province de Raqa, Syrie.



Des volontaires occidentaux combattant l'Etat islamique auprès des forces démocratiques syriennes. Leur engagement témoigne de l'internationalisation de la cause kurde et du combat contre l'Etat islamique.



Conclusion

En guise de conclusion, peut-on qualifier la guerre en Syrie de « globale ? » Pour certains observateurs, cela ne fait aucun doute : le nombre d'acteurs (et leur importance) impliqués dans le conflit est significatif d'un affrontement qui dépasse le cadre strict d'une guerre civile et relève d'une lutte d'influence globale.

En ce sens, on peut considérer la guerre en Syrie comme un conflit hybride : une guerre par proxy où les acteurs internationaux en alimentent d'autres locaux, tout en continuant de lutter dans le champ diplomatique et essayant de maîtriser le récit informationnel entourant le conflit. Dans ce cadre, le camp occidental (anti-Assad) a conquis en Europe la presse de grande distribution, alors que le camp russe-iranien a convaincu une partie des militaires et une frange à droite de l'électorat. Ce phénomène est intéressant car il révèle comment la maîtrise du champ informationnel est devenue critique pour la poursuite des opérations et la déstabilisation de l'adversaire (et ce même en dehors du champ du bataille).

La guerre en Syrie témoigne également du retour de la Russie en tant que puissance géopolitique internationale. En soutenant Bachar el-Assad, la Russie a provoqué le premier échec de la politique unipolaire US depuis 1990.

En ce sens, l'engagement de la Russie marque un tournant dans les relations internationales et la redistribution du pouvoir global. Des acteurs considérés par le passé comme parias, à l'instar de l'Iran, se sont vus offrir une puissance nouvelle lorsque les circonstances le nécessitaient. Enfin, le conflit syro-irakien témoigne de la cohérence de la doctrine du « leading from behind » de Barack Obama, qui n'a pas cédé à la tentation de l'interventionnisme.

Au niveau humanitaire, le conflit constitue la catastrophe la plus préoccupante depuis la deuxième guerre mondiale. En ce sens, on peut affirmer que les conséquences des déplacements de population seront plus graves que celles du conflit militaire seul. Plus de cinq millions de réfugiés (25 % de la population en 2011) sont venus s'installer en Turquie, au Liban (près de la moitié de la population !) et en Jordanie. Une partie d'entre eux, rejoint par des migrants économiques, traverse l'Europe dans de terribles conditions en vue d'y obtenir l'asile. Déracinés, paupérisés et étrangers (à la culture différente), ces populations ne sont pas au bout de leurs peines. La difficulté pour l'Europe d'accueillir ou de refuser ces populations témoigne d'une déstabilisation des instances politiques face à la masse de ces réfugiés, comme le prolongement des chocs des conflits en Syrie et Irak.

G.C.

Un milicien des Unités populaires de mobilisation (chiites) pose aux côtés de son char *Abrams* : une rencontre entre l'influence iranienne et du matériel américain.

